

Nouvelles de la sudversion

SUD éducation (syndicat de Franche-Comté) – n° 46
Spécial UFC - Mars 2021

Édito

Comorbidité

C'était dans le numéro du 26 septembre de la revue médicale *The Lancet*. Il a inspiré Barbara Stiegler pour son texte de janvier *De la démocratie en pandémie* (Tract Gallimard n° 23). Dans cet article, Richard Horton, le rédacteur-en-chef de la revue, défend l'idée que le COVID-19 n'est pas une pandémie mais un « syndémie », mot-valise formé à partir de synergie et épidémie. C'est la conjonction de l'infection respiratoire directement causée par le coronavirus avec d'autres maladies d'origine éminemment sociale (hypertension, obésité, diabète de type II, maladies cardiovasculaires, etc.) qui crée le véritable risque. La syndémie affecte les plus pauvres de manière disproportionnée. Être en mauvaise santé, cela fait partie de la définition d'être pauvre. On pourrait penser : tiens, on se soucie des pauvres ? C'est nouveau ! Mais bien sûr, le virus ne touche pas seulement les pauvres. Boris Johnson et Donald Trump l'ont eu. Et même s'ils sont obèses, ils ont été bien soignés et se sont vite rétablis (surtout Trump). Quant à l'origine de la propagation de cette maladie, une enquête assez fascinante de *Reporterre* du 21 décembre pointait du doigt les élevages de visons. Quand on voit sur la carte de la Lombardie que trois énormes élevages industriels de ces animaux se trouvent au centre d'un triangle formé par Bergame, Lodi et Crémone, c'est pour le moins troublant. Et quoi de plus abominable

Sommaire

La fin de la grève à l'université ?	2
Crise sanitaire. Ne faudrait-il pas tout fermer ?	4
Petit retour sur les examens en ligne à SJPEG en éco-gestion	5
Tina a dit : « il n'y a pas d'alternative ».	6
Tout fermer est-il la seule solution ?	7
Notre pauvre humanité.	7
Retour sur les élections universitaires de 2020.	8
De la démocratie en UFC	9
Les origines de la guerre entre gilbertistes et woronoffiens	10
In memoriam JJ Boy	11
Retour sur la bataille de la Sorbonne	12
Racisation, intersectionnalité : ces mots qui fâchent	13
CHSCT la valse des présidents	14
Motion proposée au conseil de l'INSPÉ le 1 ^{er} février 2021	14
CHSCT bientôt la fin	15
Brèves	16

que ces abattages par millions au Danemark, en Hollande et en Espagne de ces créatures élevées pour leur fourrure et contaminées par l'homme ? Pendant ce temps, une autre épizootie de grippe aviaire se poursuit à bas bruit dans le sud-ouest de la France où l'on abat les canards par dizaines de milliers, à titre préventif. L'optique humaniste de ce journal nous empêche de dire que l'humain est un virus. Mais le capitalisme en tous cas est une comorbidité planétaire.

La fin de la grève à l'université ?

En mars 2020, le mouvement contre la LPPR était bien parti à l'Université de Franche-Comté. Les AG en lettres étaient régulières et n'avaient pas été si remplies depuis bien longtemps. On notait une participation étudiante bien supérieure à ce qu'elle était pendant le dernier grand mouvement universitaire, celui de 2009. La motivation, l'envie d'agir étaient là. En décembre et janvier, périodes d'exams, les étudiant.e.s n'avaient pas pu s'investir pleinement dans le mouvement contre la réforme des retraites. L'acte terrible d'Anas, à Lyon, n'était pas oublié. En février, au petit matin, on se retrouvait dans le froid devant le CROUS de la Bouloie pour distribuer des tracts. La totalité des départements pédagogiques et des équipes de recherche de lettres avaient voté des motions. Des collègues en fac de droit tenaient des AG hebdomadaires. Une bonne cinquantaine de profs et d'étudiants de lettres se sont retrouvés route de Gray pour tenter de motiver les troupes aux Beaux-Arts puis dans les couloirs et amphis des facs de sciences et de droit. Il y a eu une veillée de lecture de résistance Place Granvelle, une cantine autogérée par les étudiant.es. Le 5 mars, alors que Besançon somnolait doucement pendant les vacances scolaires, l'université a organisé une belle et tonique petite manif sous une pluie torrentielle. Un mouvement de démission des responsabilités administratives se dessinait. La grève était en cours, un beau programme de cours alternatifs était prêt et devait débiter la semaine du 16 mars. **La pandémie a mis un coup d'arrêt brutal à tout cela.** La dernière AG à l'amphi Donzelot a eu lieu le vendredi 13 mars. Le lundi, la fac était fermée.

Tout s'est arrêté. Les étudiant.es, éparpillé.es, enfermés.es dans leur chambre du CROUS ou revenu.es au domicile de leurs parents ont dû se consacrer à d'autres priorités : tenter d'acquiescer une éducation loin de la fac, lutter contre l'ennui, la dépression et l'angoisse, manger. Des vocations militantes n'ont pas pu éclore et s'épanouir. Une partie de leur jeunesse s'est évaporée.

Face à la pandémie, le gouvernement n'a pas pu se consacrer pleinement à son projet de destruction de ce qui reste de nos conquêtes sociales. Les réformes les plus destructrices, celle de la retraite et de l'assurance-chômage, ont dû être remises à plus tard. Pour ce qui concerne l'université, par contre, il y avait un effet d'aubaine dont il eût été dommage de ne pas profiter. La ministre Vidal, moins bête qu'elle n'en a l'air, a vu qu'elle pouvait faire l'économie d'un mouvement universitaire qui s'annonçait coriace et déterminé. Dès le 13 mai, elle écrivait aux membres de la communauté de l'enseignement supérieur pour les remercier pour leur dévouement

et leur travail. Et, pour les récompenser, elle leur promettait une belle LPPR.

La LPPR est passée, perdant un P en chemin, sans que le ministre ait eu à livrer bataille. **Le virus a été son allié.** Comme d'habitude avec ce gouvernement, le langage est mis à l'envers dans une logique très orwellienne. Le plan « Bienvenue en France » est le plan « Restez chez vous tas de mêtèques », la loi de programmation de la recherche est une loi de déprogrammation et « l'effort de financement sans précédent depuis 1945 » signifie : « vous n'aurez pas un radis ». Certes, le délit d'entrave ajouté par la droite au Sénat, qui aurait conduit à criminaliser les AG par exemple, a été retoqué par le conseil constitutionnel parce que c'était un cavalier législatif. Néanmoins, l'inconscient a parlé. Même si cela ne figurait pas dans le projet de loi initial, la crainte des mouvements universitaires était bien dans la tête des gouvernants. La volonté de criminaliser ces mouvements n'était pas nouvelle. On se souvient que le très droitier Damien Meslot, député de Belfort, aujourd'hui maire, avait déposé, après le mouvement de 2009, une « proposition de loi tendant à sanctionner le blocage des universités ». En réalité, c'est inutile. Quand on veut criminaliser on peut, comme on l'a vu dans l'affaire des 19 de la Saint Valentin.

L'opération « écrans noirs » de décembre, partie, une fois n'est pas coutume, de collègues de droit, a montré ses limites. **Quand le travail est invisible, la grève l'est aussi.** On ne peut pas faire grève quand on est en télétravail. On le sait : dans l'histoire du mouvement ouvrier, c'est quand le travail à domicile a laissé la place au travail en usine que les travailleuses et travailleurs ont pris conscience de leur nombre, de leur force et ont commencé à s'organiser. Et encore, les ouvriers à domicile étaient propriétaires de leur outil de production (ex. du métier à tisser). Le télétravail moderne est le stade ultime de la dépossession de son propre travail, c'est à dire le stade ultime de l'aliénation.

Aucun mouvement d'aucune sorte contre la LPR ne pourra émerger tant que les universités demeureront vides. Depuis début décembre, tous nos efforts se concentrent sur la lutte pour la nécessaire réouverture des universités. Mais va-t-on rouvrir pour pouvoir se mettre en grève ? Cela paraît compliqué ! En outre, le télétravail, l'enseignement à distance, constituent la parade toute trouvée contre tout futur blocage des établissements. Habituellement, les collègues réactionnaires, les anti grèves franchissent les barrages *manu militari*, font cours clandestinement dans des cafés ou à leur domicile privé. Pas la peine de se donner tout ce mal aujourd'hui !

LE PROF DE FAC PRÉCAIRE DÉBUTE, NE CONNAÎT PAS LES PROGRAMMES, NI LES ÉTUDIANTS, NI LA FAÇON DE NOTER. DÈS QU'IL A APPRIS, ON LE VIRE.

NON À LA PRÉCARITÉ
DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE
NON À LA LPPR
NON À LA RÉFORME DES RETRAITES

L'ÉTUDIANTE PRÉCAIRE VEND DES HAMBURGERS LE SOIR, GARDE DES ENFANTS LE MERCREDI, MET EN RAYON LE WEEK-END. QUAND ELLE A FINI, ELLE ÉTUDIE

NON À LA PRÉCARITÉ
DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE
NON À LA LPPR
NON À LA RÉFORME DES RETRAITES

LE SECRÉTAIRE PRÉCAIRE EST NOUVEAU, NE CONNAÎT PAS LE LOGICIEL, NI LES PROCÉDURES, IL NE PEUT PAS VOUS RENSEIGNER. DÈS QU'IL A APPRIS, ON LE VIRE.

NON À LA PRÉCARITÉ
DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE
NON À LA LPPR
NON À LA RÉFORME DES RETRAITES

LE CHERCHEUR PRÉCAIRE A PEUR DE PERDRE SON JOB. IL NE PREND PAS DE RISQUES, IL N'INVENTE PAS, IL PASSE LA MOITIÉ DE SON TEMPS DE TRAVAIL À CHERCHER SON PROCHAIN CONTRAT.

NON À LA PRÉCARITÉ
DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE
NON À LA LPPR
NON À LA RÉFORME DES RETRAITES

Mais en fait, **ce que l'on a surtout constaté, c'est la dissolution, la désintégration de l'université.** Dès la première heure de cours de la première semaine de re-confinement, le système informatique s'est effondré dans l'indifférence générale. Depuis, les instances dirigeantes renvoient enseignant.es et étudiant.es vers le démerdentiel et les GAFAM et la collecte de données personnelles : Teams, Zoom, Skype, Meet, Discord... L'UFC n'est pas la seule à laquelle une telle mésaventure est arrivée. Début janvier, une gigantesque panne informatique a paralysé l'Université de Strasbourg et perturbé la session d'examens. L'université publique n'existe plus ! Les dégâts psychologiques chez les étudiant.es, totalement ignorés au début, ont fini par éclater au grand jour. Le gouvernement a dû faire mine de s'en préoccuper. On a alors assisté à une succession effrénée d'annonces et de circulaires : accueil des étudiant.es « fragiles » dans la limite de 10 par groupe de TD en L1 et L2 puis accueil des étudiant.es « un jour par semaine », traduit dans les faits par 20% des effectifs. Dans la pratique, **on constate ce que l'intersyndicale avait prédit en juin : l'immense majorité des étudiant.es ne vient pas car les coûts en transport et en logement ne leur paraissent pas justifiés.** Dans toutes les composantes de l'UFC, on est bien en-deçà de 20% des effectifs.

Une constante, tout doit être organisé avec des bouts de ficelle et le démerdentiel. Car rien ne viendra ébranler son dogme absolu : pas un moyen, pas un radis, pas un kopeck ne doit être consacré à l'université. Des créations de poste ? Mais, ma pauvre amie, mon pauvre ami, vous n'y pensez pas ! Rénover les bâtiments, améliorer la ventilation ? Allons, allons, soyons sérieux ! On raconte que les classes dirigeantes auraient changé de dogme par rapport à l'austérité. Mais c'est totalement faux, en tous cas pour l'université.

Même si les moyens techniques étaient alloués pour fonctionner en distanciel-absentiel, **l'université via un écran d'ordinateur n'est qu'un ersatz d'université.** L'université est un lieu. Pendant un temps bref, vers mai-juin 2020, il y a eu comme un vent d'optimisme chez les néo-libéraux. L'enseignement à distance via le numérique allait ouvrir une nouvelle ère de concurrence

généralisée dans l'enseignement supérieur. Un étudiant de Montbéliard pourrait s'inscrire à Princeton sans bouger de chez lui. Une étudiante du Bénin pourrait s'inscrire à Besançon en restant dans son pays. En réalité, c'est tout juste si une étudiante d'Oye-et-Pallet arrive à suivre les cours de la fac de Besançon tout en restant chez elle.

Hélas pour les néo-libéraux, la pandémie a aussi eu raison de leurs rêves. Leur modèle d'une université payante a montré ses limites. Les établissements américains, britanniques, australiens, irlandais tiraient la sonnette d'alarme. Sans la manne financière apportée par les étudiants étrangers, ils allaient mettre la clé sous la porte. On parlait de faillite. La vérité était découverte : les étudiants des pays émergents, ou même du tiers-monde, finançaient l'éducation des autochtones des pays occidentaux ! L'exploitation néo-coloniale du monde est inscrite au cœur de ce modèle d'université payante.

Mais, alors même que ce modèle s'est effondré, le Conseil d'État a validé en juillet la faramineuse augmentation des frais d'inscription des étudiants étrangers. Pourtant, la pandémie a eu raison du pseudo classement de Shanghai censé orienter les étudiants étrangers riches dans leurs choix. Il est clair désormais que le Parti Capitaliste Chinois ne diffuse que des fausses informations. La minimisation de la dangerosité du virus (une petite grippe, vraiment ?), le nombre de morts grossièrement sous-évalué, ont conduit à la catastrophe mondiale que l'on sait. Comment, dès lors, continuer à accorder le moindre crédit au classement de Shanghai au nom duquel on soumet l'enseignement supérieur et la recherche à un feu nourri de contre-réformes depuis 17 ans ? Encore le 13 mars, il y a un siècle, une éternité, avant le premier confinement, un certain professeur Grevey, affirmait dans le quotidien régional que son ambition était de faire figurer la COMUE UBFC en bonne place dans ce classement fantaisiste. Cet hurluberlu est désormais président de la COMUE, machin dont l'utilité demeure un insondable mystère.

Le constat est sombre mais les mauvais jours finiront. On retrouvera le plaisir d'être ensemble, de former une communauté universitaire, d'apprendre, de réfléchir et de lutter collectivement.

Crise sanitaire.

Ne faudrait-il pas tout fermer ?

L'année 2020, la Covid-19 resteront dans l'histoire. Et l'année 2021 risque fort de lui ressembler. Le Conseil Scientifique annonce un retour à la normale pour septembre 2021 grâce aux vaccins.

Confiner ou pas ? Fermer les écoles, collèges, lycées, universités ou pas ? Mettre le pays à l'arrêt ou pas ? Avec dans la balance, les coûts économiques et sociaux des confinements et la santé psychique des français. Pour ce qui concerne l'université, l'actualité tragique (au moment où j'écris, la tentative de suicide de deux étudiants) nous rappelle que la santé psychologique fragile de certains étudiants est vraiment à prendre en considération.

Malgré tout, mon analyse est simple : du point de vue de l'épidémie et de son terrible bilan de 68.000 morts, il faudrait TOUT FERMER ! Une épidémie c'est comme un incendie de forêt : on a intérêt à le contrôler rapidement sinon on court après, et ce sont les vents qui commandent.

Je présente ci-dessous l'évolution du nombre de décès quotidiens à l'hôpital (moyenne sur 7 jours pour lisser les données). Cette figure est construite avec en

De la même façon, un confinement "dur" aujourd'hui, permettrait sans doute un retour à la normale début mi-mars (hypothèse 2).

Je me demande si ce n'est pas le calendrier politique de Macron, qui tenait tellement à ses lois scélérates : sécurité, université, ainsi qu'à son délire « séparatisme », qui a prévalu sur la santé des français... ??

Aujourd'hui, non seulement nous avons vécu la 2^e vague et nous avons multiplié par 2 les décès Covid-19, mais en plus, avec un confinement raté, puis des allègements aux confinements trop rapides, nous vivons une 2^e vague qui s'éternise... et qui pourrait perdurer toute la moitié de 2021... Dans une épidémie, il faut stopper la circulation du virus et il n'y a qu'un moyen : il faut stopper la circulation des gens. Il n'est pas trop tard ...

Évidemment, cette approche basée sur l'évolution de l'épidémie ne prend pas en compte les risques liés au confinement total. Il est en effet normal de prendre en compte les effets néfastes sur l'économie, la vie sociale, la santé psychologique des français.

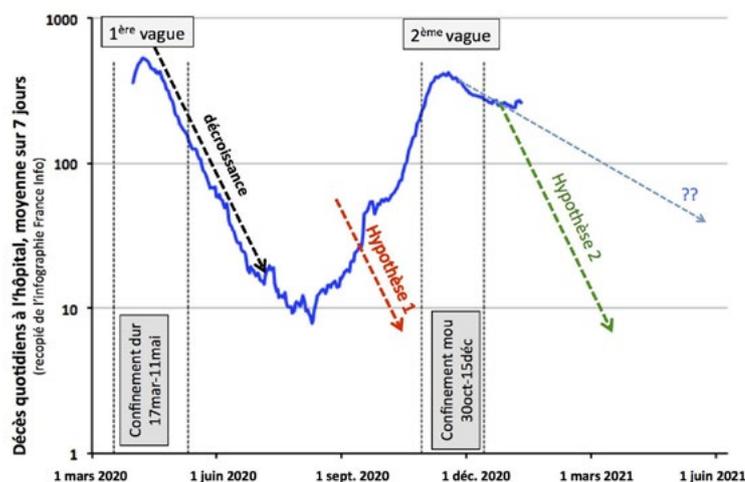
Donc il faut composer. Il faut fermer, confiner, mais maintenir la vie partout où c'est possible sans brassage de populations. Et pour composer intelligemment, il faudrait arrêter la centralisation à outrance, arrêter de traiter les zones urbaines et rurales de la même façon, arrêter de privilégier une "certaine économie", celle des puissants, supermarchés ou grosses entreprises, ou des lobbies (chasse !) au détriment de la culture (cinéma, spectacles vivants), des artisans et des magasins à taille humaine... On voit donc que les choix ne sont pas dictés par les contraintes épidémiques, ni par la protection des français.

On préfère faire le choix de contraintes dont l'efficacité n'est pas démontrée (le couvre-feu par exemple) et on ne choisit pas les mesures dont on connaît pourtant l'efficacité (confinement des lieux à forts brassages de population).

Aujourd'hui, ouvrir totalement l'université avec des taux de contaminations si élevés serait un risque très grand, surtout avec l'arrivée du variant anglais. Nous sommes aujourd'hui à environ 300-400 morts par jour. Les anglais comptabilisent 1500 décès... et rien ne permet de penser que nous n'y serons pas bientôt.

À l'université, il faudrait faire du "sur-mesure". D'abord, je me répète : si on confine durement, on fait reculer l'épidémie, puis on peut vivre quasi normalement avec des gestes barrière respectés par tous.

C'est faisable à l'université. D'abord, les situations sont très variées : 1^{re} année de fac avec de gros effectifs, masters à petits effectifs, IUT, BTS... et aussi : cours magistraux (CM), travaux dirigés (TD), travaux pratiques (TP), travail personnel. Avoir besoin de la validation du Rectorat pour ouvrir des Travaux Pratiques me semble une parfaite illustration du centralisme que je crois inefficace dans cette situation.



ordonnée une échelle logarithmique, ce qui permet d'avoir un comportement linéaire : on ne voit plus les "vagues" mais les croissances et décroissances épidémiques.

On visualise les deux pics épidémiques du printemps (1^{re} vague) et de l'automne (2^e vague).

Le confinement "dur" du 17 mars au 11 mai permet de stopper les contaminations et la mortalité, puis on observe une décroissance (flèche en pointillée). Le confinement "mou" du 30 octobre au 15 décembre a permis de stopper l'augmentation des contaminations mais n'a pas provoqué la décroissance. **La 2^e vague, dans sa forme actuelle ne permet pas d'envisager un retour à la normale avant longtemps.**

Un confinement en fin d'été (hypothèse 1 en rouge) aurait-il permis une rentrée universitaire décalée mais quasi-normale ? Je le crois !

Ensuite, il me semble bien que les emplois du temps Covid n'étaient pas prêts ! Et il faudrait faire davantage confiance aux enseignants et faire preuve d'un peu d'imagination. Réunir les étudiants par petits groupes reste possible si on définit des groupes stables qui éviteraient les brassages de population. En effet on ne peut pas avoir des groupes d'anglais, différents des groupes de maths, différents des de ceci ou cela !

Ensuite, il faut repenser la vie sociale dans nos campus. Pour avoir suivi quelques étudiants, je me rends compte combien les situations sont différentes entre, par exemple, (i) un étudiant en colocation et qui continue à avoir des liens avec d'autres étudiants dans le cas d'un travail collectif, et (ii) un étudiant qui bosse seul dans l'isolement de sa chambre au Crous et qui ne comprend pas tous ces cours et qui se sent dépassé, débordé, oublié...

Bref, de mon point de vue, la meilleure façon de redonner une vie normale à nos étudiants serait de mettre en place un confinement "dur". Cet été un chiffre de 50 contaminations pour 100.000 habitants sonnait l'alerte rouge, aujourd'hui nous dépassons 300 contaminations/1000.000 dans l'Est. Les demi-mesures, comme ce confinement à 18 heures, ne feront que prolonger les difficultés liées à l'épidémie, notamment la tension insupportable dans les hôpitaux, et les difficultés économiques et sociales et davantage de brassages pour obéir à l'horaire de 18h. Et tout cela risque fort de ne même pas nous éviter un confinement dans quelques semaines.

Bonne santé à tous !

Petit retour sur les examens en ligne à SJPEG en éco-gestion

Fin d'année universitaire 2019-2020, la présidence nous a forcé la main : il faut évaluer et si on neutralise, il faut une bonne raison. On décide donc en réunion péda de tout centraliser sur un cours Moodle par année afin que les étudiant.e.s ne se trompent pas de cours et trouvent les examens. Sur la forme, il a alors fallu :

- > Mettre en place chaque QCM
- > Se former (seul.e) à la création de ces derniers via Moodle
- > Inscrire les étudiants aux cours un à un (si les cours étaient ouverts, n'importe quel étudiant.e aurait pu composer) => environ 500 étudiant.e.s via les adresses mails
- > Suivre les recommandations de la présidence sur "la triche"
- > Gérer la remise des notes
- > Modifier les MCC

Ces différentes tâches ont été réalisées dans l'urgence et sans aucun soutien administratif de la présidence. Une surcharge de travail administratif qui n'est pas du ressort du corps enseignant. Cette surcharge peut se comprendre de manière exceptionnelle.

Sur le fond, on se retrouve avec des examens sans aucune réflexion pédagogique sérieuse.

KKKro\$oft Teams et la collecte des données

TEAMS M'A TUER



Ceci n'est pas une université

On ne sait pas s'il faut s'en réjouir ou se lamenter mais quand, après le crash de Big Blue Button, l'UFC a demandé à tous ses enseignants de s'en remettre aux bons soins de Microsoft Teams, elle n'a pas dépensé un centime. Comme toutes les universités qui ont donné les mêmes directives, elle bénéficie de l'accord-cadre de 2015 signé entre la ministre Najat Vallaud-Belkacem et le PDG de la multinationale cotée au NASDAQ. Cet accord permet à la corporation de placer tous ses produits sans aucune concurrence puisqu'elle a le monopole. Elle dispose ainsi d'une liste quasi complète de tous les universitaires et étudiant.e.s de France et de leurs domaines respectifs. Pour télécharger l'application, il faut donner deux adresses mail (l'adresse universitaire et une adresse perso) et un numéro de téléphone. Les étudiant.e.s s'habituent à utiliser un environnement numérique qui devient payant lorsqu'ils quittent l'université. KKKro\$oft dispose des supports de cours, voire des évaluations et des notes, recueille les données pendant les échanges visio, les assemble avec des informations récoltées auprès des revendeurs de données afin de créer des profils. Ces données peuvent par ailleurs permettre d'entraîner la reconnaissance faciale... Comme Zoom, Teams s'est fait pirater ses données utilisateurs il y a quelques mois. Il existe déjà un campus Microsoft à Redmond dont le principal objectif est d'inculquer la culture d'entreprise Microsoft. Pourquoi ne pas simplement lui transférer toutes les universités de France ? Cela serait une vaste source d'économies pour l'État.

La mise en place a donc été très compliquée et n'a été possible que grâce au dévouement de certain.e.s agents. Concernant le déroulement des examens :

- > Plusieurs bugs : des questions non prises en charge par l'application, juste le navigateur... normal, on avait personne pour vérifier les configurations (différents navigateurs web, application iOS, Android, ...)
- > mauvaise configuration de certaines questions => problèmes de maîtrise de l'outil
- > crash de connexion de certain.e.s étudiant.e.s
- > des dizaines de mails le 1er jour => étudiant.e.s paniqué.e.s et ne maîtrisant pas l'outil informatique, la hotline de SJPEG a magnifiquement géré malgré le rush

→ **revendication** : compensation pour tous les moyens techniques nécessaires chez nous depuis des mois, et pour tout le temps supplémentaire.

Toutes les décisions ont été prises sans consultation aucune des instances habituelles et des principaux-concerné-es.

→ **revendication** : reprise immédiate du fonctionnement habituel des instances + consultation et travail en collaboration avec les EC et les autres personnels pour toutes les décisions pédagogiques à prendre

Tina a dit : « il n'y a pas d'alternative »

Tina a dit : il n'y a pas d'alternative, nous n'avons pas le choix, il faut fermer les universités, il faut fermer les musées, les salles de spectacle, les lieux de récréation sportive et de restauration, il faut interdire tous les événements de convivialité sociale et culturelle, il faut travailler à distance, il faut décréter et maintenir l'état d'urgence, instaurer le couvre-feu, imposer le confinement, privilégier la distance sociale... Elle nous abreuve de chiffres, de statistiques, de projections algorithmiques, de taux de ceci ou de cela, de courbes ascendantes, descendantes ou en plateau qui mesurent le risque.



On aurait pu l'appeler Margaret, Emmanuel ou Jacques. Qu'importe le nom et le masque, depuis un an Tina s'invite tous les jours chez nous, par la radio, la télévision ou tout autre média. Impossible de lui échapper. Quand il s'agit de sécurité, mieux vaut que le consensus soit verrouillé. Il faut dire que Tina, s'appuyant sur une longue expérience, sait s'y prendre pour donner mauvaise conscience, voire stigmatiser celles et ceux qui n'entrent pas dans la ronde. Qui prendrait la responsabilité d'être un meurtrier ?

Pandémie, coronavirus, covid-19, variantes, taux R0, urgence, alerte, couvre-feu, quarantaine... Le vocabulaire de la terreur nous a insidieusement été inoculé. On dirait que le virus, acteur souverain imposant les conditions de son rôle, occupe toute la scène du monde et de nos représentations. Captifs, nous suivons le moindre de ses mouvements jusqu'à nous oublier nous-mêmes. Cette réduction de la réalité par focalisation exclusive, associée à un climat anxiogène sous-jacent, n'est pas sans dangers et ses effets à plus long terme sont peut-être bien plus dommageables que le virus lui-même.

Nous acceptons de sacrifier une part de nos libertés au nom d'un bien-être sanitaire collectif comme nous avons

commencé à le faire depuis un certain temps pour d'autres circonstances. Les crises ont muté en maladies qui s'en prennent à nos démocraties et nous nous endormons sur l'oreiller de l'autorité providentielle : il n'y a pas d'alternative. S'agissant de la pandémie, on se limite à débattre des questions qui ont été posées et imposées dans le cadre de l'état d'urgence, incapables que nous sommes de sortir du cadre obligé et finalement accepté. L'urgence répétée et entretenue crée une nécessité aveugle et avec elle la conviction que nous n'avons pas le choix.

Nous voici dépossédés, comme creusés par l'intérieur, de cet acquis millénaire, le libre arbitre, fondement même de nos états démocratiques et de notre être dans ces états. Or choisir présuppose le questionnement, libre et indépendant, selon la part de souveraineté que l'on doit reconnaître en chacun, sur le sens : le sens de la vie, le sens de notre agir dans le monde et sur le monde, le sens de ce qui interagit avec nous et nous remet en question. Et la question se pose : dans quel sens souhaitons-nous aller ? Préserver la vie à tout prix, je peux l'entendre. Mais quelle vie ?

Il faut se rendre à l'évidence, nous avons basculé dans un état sanitaire et sécuritaire où la vie, pour la circonstance, est ramenée à des probabilités statistiques qui parlent, non pas de ce qui relie chacun de nous au monde et aux autres, mais de tous collectivement en tant que donnée démographique réductible à des impératifs de santé publique. Le politique gère la vie de manière globalisée et quantitative. C'est d'ailleurs un des aspects du problème. Nos hôpitaux, victimes d'une gestion strictement budgétaire, ne sont plus en capacité de soigner efficacement ce que désormais il convient d'appeler le surnuméraire. L'accès aux soins pour tous est un adage du passé et la notion même de « soin à la personne » pose aujourd'hui question. Tina est passée par là. Tous les services publics en ont fait les frais. La tendance est à la dépersonnalisation, bientôt la déshumanisation.

Mais il y a un autre aspect au problème, plutôt d'ordre socio-culturel, notre dépendance aux hôpitaux et le pouvoir décisionnel alloué au corps médical. Évidemment, tout un chacun est en droit d'espérer les meilleurs soins lorsque s'en présente le besoin. Mais de là à confondre notre patrimoine biologique et notre destin, il y a un pas, un pas que nos sociétés semblent pourtant avoir franchi. Cette dépendance à l'hôpital, au monde médical, cette soumission à l'ordonnance sanitaire interrogent directement notre rapport à la mort et posent tout simplement la question de la reconnaissance et de l'acceptation de nos limites.

Chaque jour nous réserve sa litanie morbide du nombre de morts provoquées par le coronavirus. Est-ce vraiment la question ? S'il s'agit d'alimenter des statistiques pour justifier telle ordonnance ou contraindre tel comportement, je n'y vois qu'imposture et indécence. À tout bien considérer, il n'y a jamais qu'une seule mort, celle qui borne la vie de chacun, et du coup le fait exister. L'infini est vide de sens. Tout comme le sont ces chapelets de chiffres qui n'ont d'autre vocation que de nous sidérer ou, pire, de nous étourdir.

Quelle étrange et paradoxale société qui, voulant coûte que coûte écarter le plus grand nombre de la mort, refuse à chacun d'accompagner ses proches lorsqu'ils entrent dans la mort et requièrent le plus fondamental acte d'humanité ; ou celle qui faisant un impératif de préserver ses aînés, qui abordent leur limite naturelle, décide de sacrifier sa jeunesse, n'hésitant pas au détour à la stigmatiser sévèrement lorsqu'elle s'autorise un écart de jeunesse. Et cependant que Tina sonne l'urgence devant la menace virale, nous sommes sourds aux chagrins du monde : l'Occident monopolise les vaccins, les inégalités sociales se creusent, la jeunesse s'enfonce dans la déprime, le chômage ou l'inactivité sèment la détresse, la culture est dévoyée, le vivre ensemble se dissout dans de la solitude...

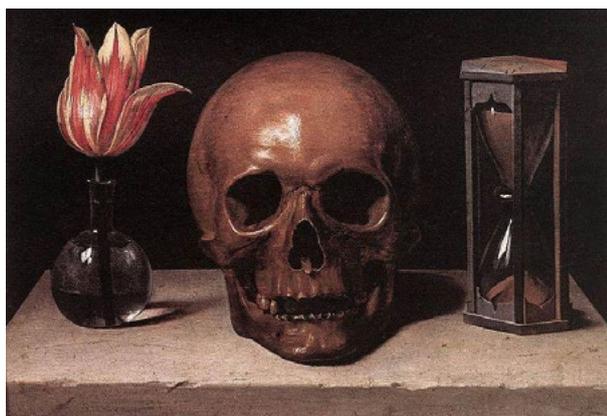
Je veux bien entendre que la santé contribue au bonheur, que la vie est une chance qu'il faut préserver, que la mort vient toujours trop tôt, que le virus est une menace qu'il faut combattre. Bien sûr. Il ne s'agit pas de nier le danger, il est réel, mais plutôt de prendre le temps de s'arrêter pour se demander comment se positionner par rapport à lui et aborder les questions que l'on a tendance à esquiver pour « arranger » notre réalité. Quel est donc notre projet collectif ? Cultiver la métaphore guerrière et préparer le lit d'une vie sans risque ? Je préfère risquer de vivre plutôt que de m'éteindre à moi-même dans l'insipide mollesse d'un abri sans horizon et mourir de cette mort transparente que nos sociétés de plus en plus végétatives nous proposent. Car que signifie préserver la vie si le prix est de lâcher sur les valeurs qui font notre humanité et de finir par n'être plus qu'un simple matériau natif adaptable aux circonstances d'un pilotage automatisé exogène ? Vivre dans l'effacement de soi-même jusqu'à n'être plus personne ? Grande prêtresse de la « déculture » massive – c'est à peine si j'ose encore prononcer le mot de « culture » –, Tina ne s'embarrasse pas de la question de la personne. Alors, prenons congé d'elle et réapproprions-nous le choix, le risque, la responsabilité, la conscience libre et une chance d'humanité.

C'est délibérément que nous publions ici des articles divergents. Divergents, mais pas forcément contradictoires.

Tout fermer est-il la seule solution ?

Prise avec une désinvolture totale, la décision de fermer les universités aux étudiantes et étudiants du 16 mars au 30 août 2020 puis du 2 novembre 2020 jusqu'à une date indéterminée (modulo quelques petits aménagements) a eu et a encore des effets désastreux. Tous les problèmes de précarité, de décrochage, de fragilité psychologique que nous connaissions déjà ont été décuplés. Le risque épidémique, c'est un fait, va totalement à l'encontre de toute la politique de réduction des coûts prévalente depuis des temps immémoriaux dans le système universitaire : réduction des espaces, rassemblement et concentration des « usagers » dans un même lieu (cours magistraux

Notre pauvre humanité



Que restera-t-il de nous dans 60 millions d'années ? Une fine couche de carbone dans les strates géologiques ? Cette humanité et toutes ses civilisations si fières d'elles-mêmes et de leurs réalisations, a-t-elle vraiment de quoi se vanter ? Incapable d'éliminer les multiples maux qu'elle s'inflige à elle-même (la faim, la misère, l'exploitation), elle fait preuve d'une indifférence suprême pour la vie qui l'entoure et avec laquelle elle partage une minuscule boule, perdue dans un coin de l'immense univers. Survenue au cours d'une année où la planète est littéralement en feu, de l'Australie à la Sibérie, la réaction mondiale face à la pandémie peut-elle être vue comme un signe d'espoir ? Peut-être que oui après tout. La Chine et ses 50 millions de morts du grand bond en avant, ses 20 millions de morts de la révolution culturelle, ses centaines de milliers de ouïghours enfermés dans des camps, se préoccupe de sa population. Les gouvernements des pays capitalistes avancés décrètent la mise à l'arrêt de l'économie mondiale. Dans les grandes métropoles, la circulation s'arrête et on entend les oiseaux. En Inde, l'air devient respirable. Les canaux de Venise retrouvent leur limpidité. En France, la SNCF est à l'arrêt comme aucune grève ne pourrait l'imposer. Les travailleuses invisibles (aides-soignantes, caissières de magasins, auxiliaires de vie, etc.) deviennent, pour un temps, essentielles. Oui il s'est passé, il se passe quelque-chose d'incontestablement majeur qui constitue peut-être, juste peut-être, un progrès moral pour l'humanité.

dans les formations à gros effectifs, travaux dirigés dans les formations à petits effectifs), brassages incessants des cohortes par les mutualisations de toutes sortes, etc. Il est évident que même avec la meilleure volonté du monde, on ne pourrait pas en un temps record recruter les personnels et créer les nouveaux espaces nécessaires (nécessité par ailleurs indépendante de la pandémie). Est-ce à dire qu'on ne peut pas faire autrement que fermer les facs ? Pas nécessairement si on en croit le collectif Rogue ESR, les collègues qui tiennent le séminaire Politique des sciences à l'EHESS depuis plusieurs années et divers autres scientifiques. L'idée principale est que la plupart des contaminations se font par les aérosols. Le gel et les masques protègent (surtout s'ils sont de catégorie 1 ou FFP2) mais il faut travailler sur l'aération des lieux publics. La mesure du taux de CO2 est à cet égard un bon indicateur. Pour en savoir plus : <http://projetco2.fr/>

Du nouveau à l'UFR SLHS

En SLHS, le directeur André Mariage était venu au terme de ses deux mandats de 5 ans. D'habitude l'élection du directeur ou de la directrice de la composante n'est qu'une formalité. On l'a vu en SJPEG, en ST, en Santé : il n'y avait qu'un seul candidat. C'est une affaire de cooptation entre membres de l'élite universitaire. Mais, pas cette fois. Le 19 janvier,

le conseil de gestion a eu à choisir entre trois candidats et deux projets radicalement différents (plus un sur l'existence duquel on s'interroge toujours). Notre syndicat a soutenu sans réserve le projet du candidat Pascal Ducournau (du SNESUP). Et c'est lui qui a été élu ! Félicitations à lui. L'équipe dont il s'est entouré est une belle équipe. Pour une fois qu'on peut se réjouir d'une bonne nouvelle...

De la démocratie en UFC

Réflexions de l'intersyndicale CGT-FSU-SUD quant à l'analyse faite par Daniel Gilbert de son échec à devenir président de l'université



Certes, l'actualité est chargée et il existe d'autres priorités, pour nous, que de se focaliser sur la récente élection à la tête de notre université. Néanmoins, l'analyse conduite par le candidat éconduit Daniel Gilbert nécessite une mise au point.

Dans son article du 24 novembre sur le site de Factuel, l'auteur reprend un argument qu'il a utilisé pendant la campagne électorale, à savoir qu'en nombre de voix obtenues, la nouvelle présidente Macha Woronoff est arrivée bonne dernière. Ses listes à lui ont obtenu 39% des suffrages, celles des organisations syndicales (toutes mises dans le même sac), 35%, et celles de la nouvelle présidente seulement 26%.

Daniel Gilbert identifie la cause de ce scandale démocratique dans le poids démesuré accordé aux personnels de rang A (les professeurs des universités et assimilés) et dans « les incohérences et l'inachèvement de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) ». Nous ne pouvons qu'exprimer notre désaccord quant à ces propos.

Le problème principal n'est pas l'inachèvement d'une loi que nous contestons dans ses fondements mêmes. Le problème est la négation du principe de collégialité qui faisait la spécificité de l'université, tout comme celui des franchises universitaires, bien mis à mal par Jacques Bahi pendant son mandat et aujourd'hui définitivement détruit par un cavalier législatif¹ introduit dans la loi de programmation de la recherche (LPR).

La loi LRU de 2007, en introduisant le concept de gouvernance resserrée, a profondément personnalisé les élections aux conseils centraux. Cette loi a notamment instauré une prime majoritaire à la liste arrivant en tête au conseil d'administration, devenu l'unique conseil élisant le ou la présidente, et elle y a accru le poids des personnalités extérieures. Dans notre université, cette tendance n'a fait que se renforcer à chaque élection, jusqu'à atteindre un paroxysme en 2020. Les deux candidats, qui ne faisaient pas mystère de leurs ambitions depuis de nombreuses années, ont joué à fond la carte de la personnalisation alors que leurs programmes partageaient une impénétrable langue de bois et de grandes convergences sur pratiquement toutes les orientations brossées à grands traits. Le seul véritable enjeu consistait à élire une équipe aspirant à former la nouvelle techno-structure plutôt qu'une autre.

Pour parvenir à leurs fins, Daniel Gilbert tout comme Macha Woronoff, ont présenté chacun une liste dans le collège BIATSS là où, traditionnellement, seules les organisations syndicales se présentaient. On voit ainsi qu'il n'était nullement question d'entrer dans un dialogue avec les syndicats, encore moins de leur donner la moindre garantie sur quoi que ce soit.

On peut bien sûr, avec le blogueur Pierre Dubois, faire l'hypothèse que « les enseignants et les chercheurs de rang B n'ont plus les mêmes intérêts que ceux des rangs A ni dans le champ

Ne jetez pas vos masques jetables

L'ESPOIR REVIENT.



La consommation de milliards de masques chaque jour dans le monde est une source de pollution majeure qui s'ajoute à la pollution au plastique dont la croissance est encore plus exponentielle que celle du covid-19. On estime qu'1,56 milliard de masques faciaux ont pénétré les océans en 2020 et ce n'est pas prêt de s'arrêter. Les masques en tissu se jettent moins souvent mais sont décriés par certains car moins protecteurs et moins respirants. Or, il faut le savoir, les masques jetables peuvent être réutilisés. Une méthode simple est celle des enveloppes. Considérant que le virus ne survit pas au-delà de 7 jours, il est possible d'acheter 7 masques. On place le masque dans une enveloppe que l'on date, puis on le laisse reposer pendant 7 jours à la chaleur du soleil ou d'un chauffage. Et on peut le remettre. Pour en savoir plus : <https://www.adioscorona.org/>

de la formation, ni dans le champ de la recherche ». Mais Daniel Gilbert, lui-même de rang A, s'est-il fait pour autant le défenseur des personnels enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs de rang B et BIATSS ? Rien n'est moins sûr.

Concernant les listes étudiantes, Gilbert a beau jeu de dénoncer le clientélisme qui, à lire entre les lignes, a permis à sa rivale d'obtenir le soutien des 3 élus BAF ainsi que des deux autres d'extrême-droite, de l'UNI et de l'UEUFC, et ainsi de remporter la présidence. Cependant, le même Daniel Gilbert ne peut faire oublier son soutien appuyé à l'UEUFC quand il s'était agi de lui accorder un délai supplémentaire pour fournir des originaux de déclaration de candidature et non des scans. Il avait même affirmé à Factuel que le fait que la tête de liste était par ailleurs un candidat RN aux municipales n'était pas un problème pour lui. Il ressortait de cet entretien que le plus important était d'avoir des élus qui ne voteraient pas Macha Woronoff. Peine perdue.

Les origines de la guerre entre gilbertistes et woronoffiens

Mais qu'est-ce qui oppose donc ces petits êtres ?



Gulliver tente de comprendre ce qui a déchiré l'UTC lors des dernières élections universitaires.

Ces deux formidables puissances se trouvent engagées depuis trente-six lunes dans une guerre à mort, et voici quelle en fut l'occasion. Chacun sait qu'à l'origine, pour manger un œuf à la coque, on le cassait par le gros bout. Or, il advint que l'aïeul de notre Empereur actuel, étant enfant, voulut manger un œuf en le cassant de la façon traditionnelle, et se fit une entaille au doigt. Sur quoi l'Empereur son père publia un édit ordonnant à tous ses sujets, sous peine des sanctions les plus graves, de casser leurs œufs par le petit bout. Cette loi fut si impopulaire, disent nos historiens, qu'elle provoqua six révoltes, dans lesquelles un de nos Empereurs perdit la vie, un autre sa Couronne. Ces soulèvements avaient chaque fois l'appui des souverains de Blefuscu et, lorsqu'ils étaient écrasés, les exilés trouvaient toujours un refuge dans ce Royaume. On estime à onze mille au total le nombre de ceux qui

ont préféré mourir plutôt que de céder et de casser leurs œufs par le petit bout. On a publié sur cette question controversée plusieurs centaines de gros volumes ; mais les livres des Gros-Boutiens sont depuis longtemps interdits et les membres de la secte écartés par une loi de tous les emplois publics. Au cours de ces troubles, les Empereurs de Blefuscu nous ont, à maintes reprises, fait des remontrances par leurs ambassadeurs, nous accusant d'avoir provoqué un schisme religieux et d'être en désaccord avec les enseignements que notre grand prophète Lustrog donne au chapitre cinquante-quatre du Blundecral (c'est le nom de leur Coran). Cela s'appelle, bien sûr, solliciter les textes. Voici la citation : « Tous les vrais fidèles casseront leurs œufs par le bout le plus commode. » Quel est le plus commode ? On doit, à mon humble avis, laisser à chacun le soin d'en décider selon sa conscience ou s'en remettre alors à l'autorité du premier magistrat. Or les Gros-Boutiens exilés ont trouvé tant de crédit à la Cour de l'Empereur de Blefuscu et chez nous tant d'aide et d'encouragements secrets que depuis trente-six lunes, une guerre sanglante met aux prises les deux Empires, avec des fortunes très diverses ; elle nous a coûté, jusqu'à présent, la perte de quarante vaisseaux de ligne, d'une quantité d'autres navires, ainsi que de trente mille de nos meilleurs matelots ou soldats, et l'on estime que les pertes de l'ennemi sont encore plus considérables. Il vient cependant d'armer une flotte redoutable et s'appête à débarquer sur nos côtes.

Jonathan Swift, *Les Voyages de Gulliver* (1761)

Université de Franche-Comté en Lutte

Association de loi 1901, initiée par l'intersyndicale CGT-FSU-SUD, ayant pour objet :

- de faire vivre la solidarité entre tous les personnels de l'université en compensant les retenues de salaire dues à l'exercice du droit grève par exemple ou en participant à d'autres caisses de solidarité ;
- de favoriser la défense collective des conquêtes sociales.

2 possibilités de participer

Adhésion

pourvoit aux frais de fonctionnement ou demandes ponctuelles

Personne physique : **5 €** / personne morale : **50 €**

Nom :

Prénom :

Mail :



Chèque ou virement à Université de Franche-Comté en Lutte

IBAN : FR73 2004 1010 0412 6893 6502 596 - BIC PSSTFRPPDJ

ou paiement en ligne sur Helloasso

<https://www.helloasso.com/associations/ufc-en-lutte/adhesions/adherez-a-ufc-en-lutte>

Dons « Caisse de Solidarité »

sommes entièrement affectées aux dons

Montant libre

Nom :

Prénom :

Mail :



Chèque ou virement à Université de Franche-Comté en Lutte

IBAN : FR73 2004 1010 0412 6893 6502 596 - BIC PSSTFRPPDJ

ou paiement en ligne sur Helloasso

<https://www.helloasso.com/associations/ufc-en-lutte/formulaires/1>



Nous contacter :

✉ ufcenlutte@mailo.com

✉ Université de Franche-Comté en Lutte | Chez SUD Éducation | Maison des syndicats | 4B rue Léonard de Vinci | 25000 Besançon

Quand on veut être élu tout l'art
dans Besançon-les-Bains consiste
à jouer le clown ou la pop-star
— woronoffien et gilbertiste
font à l'envi leur tour de piste
mais Dieu sait ce qui vous retient
de dire à quel point vous attriste
gilbertiste ou woronoffien

depuis la mi-janvier tout part
en couille et le virus résiste
et nos mails sont pour la plupart
woronoffien et gilbertiste
— à qui mieux mieux les deux artistes
vous exhibent tous leurs soutiens
et il pleut comme à l'improviste
gilbertiste ou woronoffien

vous sentez-vous étouffé par
les valeurs de tels arrivistes ?
qu'ils s'en aillent donc quelque part
woronoffien et gilbertiste
couler sur la mer améthyste !
ensemble avec Macron convient
à ceux pour qui Macron existe
gilbertiste ou woronoffien

Ami·e·s, c'est trop d'une liste
et l'une au moins ne sert à rien
— woronoffien ou gilbertiste ?
bah ! c'est kif-kif, tout ça se tient
gilbertiste ou woronoffien.

12.3.20a

Syndiquez-vous !



Les bonnes œuvres de la présidente

À peine élue, la généreuse Macha Woronoff a envoyé des bons d'achat de 35€ à tous ses vaillants et dévoués personnels. La petite note manuscrite glissée dans l'enveloppe ajoutait une touche humaine de bon ton. Ce satané Daniel Gilbert avait suffisamment répété que sa concurrente était méchante. Elle allait prouver le contraire. Dans la presse, les services de com de l'université, tournant à plein régime, affirmaient qu'il s'agissait d'un bon de soutien aux commerçants. En fait, la rusée présidente n'a fait qu'apposer son nom à une action votée par le SCASC l'année précédente. Le hasard du calendrier (elle n'aurait jamais dû devenir présidente en décembre) et son sens politique ultra aiguisé ont fait le reste. Au-delà de son aspect risible, cette opération révèle l'indigence profonde de l'action sociale pour les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche.



In memoriam JJ Boy



En ce début d'année 2021, nous pleurons. Jean-Jacques, JJ, Djidji, tu nous as quittés le 8 janvier après avoir longuement bataillé contre un sale crabe. Pendant combien d'années as-tu été notre trésorier ? Plus de 10 ans en tout cas. On n'a pas trop respecté notre principe de rotation des mandats sur ce coup-là ! On était trop contents que tu veuilles le faire. En plus, tu étais scientifique, alors... Tu passais en coup de vent au local, tu récupérais les

bulletins d'adhésion que tu glissais dans ta petite sacoche, et tu traitais tout de chez toi. C'était avant les nouvelles normes comptables qui nous obligent à utiliser un logiciel dédié ! Tu faisais ton rapport financier lors de nos AG. « Les finances du syndicat sont saines » disais-tu de ton accent toulousain.

Tu étais l'incarnation du pan internationaliste de notre syndicat, des luttes pour la régularisation des sans-papiers et pour les droits des étrangers. Tu étais un grand militant modeste. Tu as touché tant de vies. JJ, pourquoi la maladie t'a-t-elle emporté alors que tu avais tant à vivre encore ? C'est dégueulasse. Nous, on attendait que tu reprennes du poil de la bête et que tu nous reviennes, comme avant. Tu avais toujours le sourire, tu ne disais pas du mal des gens. Tu discutais avec tout le monde.

Nous sommes tristes mais nous sommes heureux. Car nous t'avons connu, nous t'avons compté parmi nous et c'est une chance inestimable.

Nous pensons à Françoise et Sarah, ta femme et ta fille dont tu nous parlais si souvent. Ciao JJ, tu vas tant nous manquer !

Retour sur la bataille de la Sorbonne

Le 25 mars 2019, à la suite d'un appel du Cran au boycott dénonçant un spectacle raciste, relayé par *Libération* puis sur les réseaux sociaux, le spectacle des *Suppliantes* d'Eschyle était censuré, à la Sorbonne, où la représentation devait avoir lieu dans l'amphi Richelieu. Des étudiants du département Arts du spectacle de l'UFR de Lettres et sciences humaines de Besançon formant un *side-choeur* partageaient l'affiche avec les acteurs de la troupe du théâtre Démodocos.

Malgré les explications du metteur en scène Philippe Brunet et la publication d'un communiqué Facebook deux jours avant la représentation défendant un travail radicalement antiraciste, une photo de plateau d'une actrice prise en 2017 par Laurencine Lot ainsi que des photos des masques du spectacle en cours de fabrication seront exhibées comme caricatures colonialistes et les équipes artistiques et de production livrées à la vindicte populaire par l'action de certaines organisations (Cran, LDNA, BAN, La Baffe, UNEF) via les réseaux sociaux.



Les universités sont des témoins privilégiés de la *cancel culture*, ainsi que l'écrit Laure Daussey dans son article publié dans le *Charlie Hebdo* du 2 septembre dernier, la journaliste se souvenant entre autres événements de l'annulation des *Suppliantes* en Sorbonne, pièce accusée de *blackface*. Après la réaction très ferme des dirigeants de Sorbonne université, et une couverture médiatique massive des prises de position d'intellectuels et de journalistes, la pièce sera finalement jouée le 21 mai 2019 sous haute protection au grand amphithéâtre de la Sorbonne devant 900 spectateurs, un aréopage de hauts fonctionnaires et Ariane Mnouchkine à l'origine avec le Théâtre du Soleil d'une pétition dénonçant la violence faite aux spectateurs comme à la troupe, et invitant à rejouer.

Lors de la censure de notre pièce, le 25 mars, les personnes noires de l'équipe artistique furent prises à partie par des militants de la LDNA qui accusaient la troupe de racisme. Philippe Brunet a proposé aux militants qui s'étaient introduits dans les coulisses de l'amphi Richelieu de jouer la pièce pour eux seuls puisque les entrées étaient bloquées. Mais ils ont refusé, se félicitant d'avoir provoqué l'annulation de la représentation.

Les *Suppliantes* d'Eschyle constituent la première tragédie de la «Tétralogie des Danaïdes», ces femmes connues dans la mythologie pour leur condamnation à remplir un tonneau percé. Dans le texte d'Eschyle les Danaïdes noires de peau sont vêtues de vêtements bariolés.

Représenter l'Autre est le cœur de l'affaire et le but noble du théâtre, toujours fragile et dépendant d'une situation de communication entre des acteurs et des spectateurs. À un certain essentialisme qui voudrait

qu'un noir soit joué par un noir, un blanc par un blanc, le théâtre oppose une raison plus haute : il faut jouer un autre que soi-même pour que l'Autre finalement apparaisse.

Bien malgré nous, nous sommes devenus une sorte de symbole. La troupe traverse depuis une zone de forte turbulence. Certains membres de l'association dont des acteurs jusqu'alors très investis ont quitté la troupe. Il y a eu couverture internationale : *Washington Post*, *New York Times*, *Guardian*, etc.

Après vingt-trois années de demande, le Ministère nous a accordé une subvention de 7 000 euros, pour jouer et rejouer les *Suppliantes* d'Eschyle dont tout le monde ou presque se foutait allègrement. La ministre Vidal a encore parlé de nous dans un entretien au Figaro du 4 septembre.

Dans la foulée de cette action violente contre nous, un réseau Vigilances Universités s'est monté. Il met en garde contre les dangers de l'identitarisme sur un mode très liberté-égalité-choucroute et vive la méritocratie républicaine.

Ce soi-disant réseau qui s'est constitué sans nous demander notre avis n'est pas étranger à une certaine tribune d'universitaires parue dans *le Monde* le 31 octobre en soutien à Blanquer.

Depuis le début de cette histoire nous sommes pris en otage entre les vilains antiracistes qui défendent le port du voile et de la burka et les gentils humanistes de la vieille France de Sorbonne Université et d'autres de leurs amis qui s'étiolent en Région, si loin, si loin du Collège de France.

Le débat est vicié, il n'a pas d'issue. Le tonneau des Danaïdes, cette condamnation à remplir sans fin un tonneau troué, n'est finalement pas si éloigné de la situation dans laquelle nous nous trouvons en ce moment.



Racisation, intersectionnalité : ces mots qui fâchent

Depuis l'attentat contre Samuel Paty, toute la droite et l'extrême-droite est en roue libre contre les islamo-gauchistes décoloniaux intersectionnalistes féministes radicales à l'université. *Blanquer*, le *Figaro*, le *Point*, *Valeurs actuelles*, *Zemmour*, *CNews*, *Sud Radio*... pas un jour ne passe sans son une nouvelle tribune, un nouvel article, un nouvel éditorial, un nouvel appel. Dernière trouvaille en date : le 14 février, Frédérique Vidal, piquée au vif par le papy Elkabbach, annonce qu'elle va commander une enquête sur l'islamo-gauchisme à l'université au CNRS. Même la CPU s'est énervée !

Nous ne pouvons pas entrer dans ce débat qui est tout sauf un débat.

Certains termes issus des sciences sociales sont entrés dans le vocabulaire militant et sont contestés et discutés *ad nauseam* par toutes les forces réactionnaires citées ci-dessus. Ainsi en va-t-il du terme racisé / racisée. Ce concept n'est pas d'importation américaine comme on voudrait le croire ; il a été défini en 1972 par la sociologue Colette Guillaumin (décédée en 2017). Tout comme pour Claude Lévi-Strauss, il était absolument clair pour elle que les races n'existaient pas. Cependant, le racisme existe et produit ses effets, d'où le concept de

racisation désignant le processus d'assignation d'une personne à un groupe humain basé sur des critères subjectifs.

De même, l'intersectionnalité, autre terme à la mode, est une notion de sociologie désignant la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de discrimination. Il provient de l'universitaire afro-américaine Kimberlé Williams Crenshaw.

Les sciences sociales permettent d'interpréter le monde mais pas nécessairement de le changer.

Importés dans le vocabulaire militant, les concepts peuvent se vider de leur sens. Une approche initialement constructiviste (apport fondamental de la sociologie : toute société humaine est une construction) peut sombrer dans l'essentialisme. Il existe des intersectionnalistes identitaires. L'appropriation de concepts intersectionnels par certains groupes militants peut conduire à des dérives formalistes, élitistes, autoritaires, où l'on finit par mettre les gens dans des cases.

L'athéisme militant suspect ?

La religion, par exemple, devient une composante essentielle de l'identité de l'individu qui ne peut plus être remise en question. L'athéisme, dans cette conception, demeure l'apanage de certaines populations et ne saurait en toucher d'autres.

Pour certains pourfendeurs de l'islamophobie, on ne saurait être athée militant sans être suspect de racisme. Pourtant assigner l'autre à sa religion, au point qu'il lui serait impossible d'y renoncer, est bien une forme de racisation. Les discriminations vécues par les personnes issues de telle ou telle « minorité ethnique » (voir le mouvement des ex-musulmans, très actif au Royaume-Uni et aux États-Unis) passent pourtant inaperçues aux yeux des tenants de l'intersectionnalité. Il nous faut refuser les termes de ce faux débat. Nous ne pouvons pas nous laisser enfermer dans deux camps, celui des universalistes impérialistes version *Vigilances Universités* d'un côté, celui des intersectionnalistes identitaires décoloniaux de l'autre. Beaud et Noirielle, par exemple, refusent ce clivage. Nous ne pouvons pas laisser l'universalisme à ceux qui pondent une loi contre les « séparatismes ».



DESSIN DE GEORGES WOLINSKY
PARU DANS LE JOURNAL L'HUMANITE
EN 1977

Wolinski en 1977 : l'intersectionnalité, déjà ?

Motion proposée au conseil de l'INSPÉ le 1^{er} février 2021

Dans une motion approuvée par les personnels et étudiant-e-s de l'INSPÉ, le 9 janvier 2020, nous, responsables de parcours et de sites à l'INSPÉ de Franche-Comté, avons exprimé nos fortes réticences à l'égard de la réforme de l'offre de formation en cours. Nous continuons d'affirmer notre ferme opposition à cette réforme.

Dans cette même motion, nous demandions davantage d'écoute et de concertation. Bien que des réunions de travail et d'échange aient été entre-temps mises en place, nous gardons de ces réunions virtuelles l'impression vive d'être écouté-e-s mais pas entendu-e-s.

Vu le cadre imposé par le Ministère de l'Éducation Nationale et ses conséquences assurément délétères sur la formation des enseignant-e-s et des CPE, vu les conditions de travail dans lesquelles se fait l'élaboration des maquettes (manque d'éléments de réponse, crise sanitaire, etc.), nous souhaitons informer les membres du Conseil d'Institut que nous désapprouvons l'offre de formation INSPÉ 2021 telle qu'elle leur est présentée le 1er février 2021.

Sachant que jusqu'au 19 mars (date annoncée par la direction) il incombera aux équipes pédagogiques de décliner et/ou d'adapter cette offre, nous annonçons que nous ne nous prêterons pas à cet exercice, au cas où nos revendications ne seraient pas davantage entendues.

22 VOIX POUR

1 CONTRE

4 ABSTENTIONS

Cette motion bénéficie du soutien du service scolarité dans son ensemble.

CHSCT la valse des présidents



Le mandat des représentant-es des organisations syndicales au CHSCT dure 4 ans et il n'est pas rare qu'ils siègent durant deux mandats, œuvrant ainsi 8 ans au sein du CHSCT. On accorde aux nouveaux élus 5 jours de formation pour ingurgiter la législation, pour se familiariser avec la lutte contre les RPS, pour apprendre à effectuer des enquêtes, des arbres des causes, des compte-rendus de visite, sans oublier une sensibilisation à tous les dangers auxquels peuvent être exposés les agents : rayonnement, amiante, produits chimiques, incendie, etc.

Bien que notre organisation syndicale prône la rotation des mandats, force est de constater que c'est seulement au terme du premier mandat, que l'on se sent plus familier avec toutes ces notions et les ressorts de la souffrance au travail. Le tuilage qui nous semble indispensable entre les représentant-es implique également que nous effectuions deux mandats : un pour nous former, un pour transmettre. En revanche, la techno-structure universitaire, elle, pratique la rotation des mandats ! On pourrait penser que présider le CHSCT requiert un certain niveau de connaissances et de technicité mais nos élites ne semblent pas convaincues de cela.

Fabrice Lallemand a présidé son premier CHSCT en mai 2014 et son dernier en mars 2016, soit au bout de deux petites années. Responsable du département chimie à l'IUT, il maîtrisait parfaitement les risques chimiques mais rien ne l'avait préparé à effectuer une enquête sur un burn-out.

Éric Prédine a débuté en juin 2016 et officié jusqu'en novembre 2018, soit un peu plus de 2 années. Il se distinguait par sa désinvolture : je fais une petite blagounette et ça va passer...

Benoît Géniaut a œuvré de mars 2019 à août 2020, moins d'1,5 an. Il a démissionné pour mésentente avec le président mais il est redevenu VPRH avec l'élection de Macha Woronoff. Issu de SJPEG, la législation n'a pas de secret pour lui mais l'a-t-il vraiment mise au service des personnels en souffrance ?

SUD éducation Franche-Comté réclame une présidence de CHSCT pérenne avec une personne réellement impliquée et compétente.

Cette présidence ne peut plus être soumise à des manœuvres politiciennes et changer au gré des humeurs du président de l'université.



La palme de la vénalité

À la troisième marche du podium : l'UFR Santé et sa liste toujours croissante de DU (diplômes universitaires) et DIU (diplômes inter universitaires) payants. À la deuxième : le CLA qui n'a pas revu ses tarifs à la baisse pendant la crise sanitaire alors qu'il ne propose plus que des cours en ligne. Dans *l'Est républicain* du 2 février, son directeur voyait, dans le fait que peu d'étudiant.es avaient demandé à être remboursés, la preuve qu'ils étaient satisfaits. Notez que les stagiaires du CLA, précisément parce qu'ils sont stagiaires, ne peuvent pas télécharger Teams. Les enseignant.es du CLA en ont été quittes pour se payer des licences Zoom de leur poche. Mais la première place du podium revient incontestablement au CTU. Le centre de télé-enseignement de notre chère université a, en effet, introduit une nouveauté radicalement disruptive : le télé-examen payant. L'étudiante ou étudiant étranger resté.e dans son pays, après s'être acquitté.e des droits d'inscription (qui, dès que le taux de 10% d'exonérations sera atteint, passeront à 2770€ pour une année de licence et 3770€ pour une année de master), doit s'acquitter en sus de 95€ par session et de 5€ par heure d'examen pour se faire télé-surveiller. Il faut avoir un ordinateur, une webcam et un smartphone (et bien sûr une bonne connexion internet). Une fois qu'on a payé, il est impossible de se faire rembourser donc la FAQ (foire aux questions) indique qu'il faut bien réfléchir avant de changer d'avis. Le CTU nous montre la voie : une université entièrement payante de bout en bout.

CHSCT bientôt la fin

Il aura fallu 30 ans pour que le service public se dote de CHSCT, 30 années de retard sur le secteur privé.

En moins de 3 ans, ils seront achevés. Prévus par la loi de Transformation de la fonction publique du 6 août 2019, les CT et les CHSCT fusionneront en CSA après les prochaines élections professionnelles de 2022. Les CSA devront donc aborder tous les sujets qui étaient traités à la fois par les CT et les CHSCT, mais avec moins de représentant-es. C'est d'ailleurs le principal objectif du gouvernement et de la DGAFP que de réduire ce nombre de représentant-es.



Il faut savoir qu'à l'UFC, le périmètre d'action des 9 représentant-es syndicaux (+ 9 suppléant-es) du CHSCT représente l'ensemble des personnels (2 500) et l'ensemble des étudiant-es (22 000) ; que la demande de créer un CHSCT sur le nord Franche-Comté n'a jamais été acceptée.

Nous étions déjà trop peu nombreux pour aller au plus près de nos collègues avec un nombre de séances trop réduit pour porter leurs problèmes en CHSCT. Comment ferons-nous avec moins de représentant-es ? Que deviennent les Registres SST (santé et sécurité au travail) qui permettaient à nos collègues de nous interpellier ?

A l'UFC, l'assistante sociale et la psychologue du travail étaient invitées permanentes aux séances du CHSCT, auront-elles le droit de siéger dans ce CSA ? L'inspecteur santé et sécurité au travail sera-t-il encore invité ? Aurons-nous un jour un médecin de prévention qui assistera au CSA ?

Il faudra que les représentant-es des CSA soient pour le moins polyvalent-es pour exercer leurs missions. Elles/ Ils devront tout à la fois acquérir un niveau d'expertise en santé, sécurité et conditions de travail, être au fait de tout ce qui touche à la carrière d'un agent et familier avec toutes les arcanes de l'administration universitaire. Imaginez-vous décider d'une enquête CHSCT avec des personnes qui ne savent pas ce que ce terme d'enquête, assez mal choisi d'ailleurs, recouvre ? S'interroger s'il y a lieu d'effectuer une visite de suivi ? Et comment la mener ? *SUD éducation est inquiète car cette nouvelle instance va éloigner les représentants du terrain, ils seront moins nombreux, perdront l'expertise de leur domaine.*

Pourquoi l'université est-elle fermée aux étudiants ?

La présidente de l'UFC pense qu'on ne se contamine pas à l'université. En cela, elle ne fait que reprendre le discours des pontes de la CPU qui affirment la même chose dans les médias depuis des mois. De fait, si on se fie aux chiffres du SUMPPS diffusés chaque semaine, personne ou presque personne, parmi les étudiants et les membres du personnels, n'est malade. Au 12 février, 1,62% des étudiants et 1,94% des personnels de l'UFC avaient eu le covid depuis le 28 août. On était donc bien en-deçà des chiffres globaux pour la population française ou pour la région Franche-Comté. On pourrait donc en conclure que l'université est fermée pour rien. Mais on peut aussi mettre en doute la fiabilité des chiffres du SUMPPS qui reposent sur l'auto-déclaration des personnes testées positives. Mais le plus étrange est surtout quand Frédérique Vidal reprend elle-même le discours de la CPU devant le Sénat le 10 février : « J'ai toujours défendu le fait que les établissements d'enseignement supérieur n'étaient pas des lieux où on se contaminait ». Là, ça confine à l'absurde. Bien sûr, s'il n'y a aucun risque, alors aucun investissement n'est nécessaire, ni en matériel, ni en recrutement de personnel. Mais alors, pourquoi continuer à empêcher les étudiants de reprendre le chemin des cours ?



L'uB pas très corporate

Le but de la COMUE, tout comme celui du PRES autrefois, est, selon son PDG le professeur Grevey, d'atteindre la « masse critique » pour figurer en bonne place dans le classement de Shanghai. Quel ne fut notre étonnement alors de voir l'uB s'enorgueillir d'avoir, toute seule, gravi quelques places. « Alors qu'elle se situait entre la 701^e et la 800^e place à son entrée dans le classement en 2017, l'uB est aujourd'hui entre la 501^e et la 600^e place » nous apprend le site infos-dijon. Et son président aux deux prénoms (Vincent Thomas) de s'auto congratuler : « Ça rend l'uB encore plus crédible ». Ben et la COMUE dans tout ça ? À quoi elle sert ?



Le distanciel c'est du télétravail

L'enseignement « en absentiel », ou à distance, relève du télétravail. Quelques collègues réalisent leur enseignement en absence des étudiants depuis une salle ou un bureau de l'université mais ne nous leurrerons pas, c'est loin d'être la majorité ! L'enseignement à distance relève donc du télétravail, selon le décret du 5 mai 2020, applicable dans les trois fonctions publiques. Cela signifie qu'un accord doit être établi entre l'université et l'enseignant ou l'enseignante. L'université doit fournir le matériel : poste informatique, connexion, fauteuil de bureau... La Ministre de la Fonction publique a rappelé cette évidence dans une note de service. S'il n'y a pas d'accord, alors l'enseignant est considéré en ASA (autorisation spéciale d'absence) et le service d'enseignement est considéré comme fait.

Extrait de *Faut pas prendre les gens pour des cons* d'Emmanuel Reuzé et Nicolas Rouhaud, deux tomes parus chez Fluide Glacial, lecture recommandée aux amatrices et amateurs d'humour absurde pas si absurde que ça...

Le CA sur Zoom (capture d'écran)

Si seulement cela pouvait être aussi marrant...

La prime covid de la discorde

L'UFC, toujours à la pointe du progrès social, a pris d'emblée deux décisions majeures : ne pas abonder l'enveloppe donnée par l'État pour ne surtout pas donner la prime à tout le monde, ne pas donner de prime de 1000€. Donc 110 personnes devaient être concernées pour des primes d'un montant de 330€ ou 660€, selon une répartition fifty-fifty. À partir de là, les situations ont été très disparates selon les services ou les composantes. Le pire du pire : au SeFo'CAI, personne ne l'a eue. La directrice a estimé que ses agentes ne la méritaient pas. Le pire du pire *ex-aequo* : à l'UFR SLHS, tout s'est passé dans l'opacité totale. La prime a été distribuée par le RSA mais personne n'était au courant des critères ni même de l'existence de cette prime. Un peu moins pire : à l'UFR Santé, le responsable de scolarité a annoncé qu'il ne s'octroyait pas la prime à lui-même. Il a attribué 6 primes à 330€, une à 660€ selon une liste qu'il a tenue secrète. Et enfin, une bonne pratique :

l'UPFR Sports a attribué à tous les BIATSS de la composante une prime de 330€ qui leur a été versée sur la paie de janvier. La composante a simplement divisé en parts égales l'enveloppe reçue de la présidence puis l'a abondée avec ses crédits propres. Bravo à l'UPFR Sports !

Même les Chinois n'y croient pas

En pleine torpeur estivale (du 11 au 17 août 2020), *le Monde*, le quotidien vespéral des marchés, a publié une série d'articles sur le classement de Shanghai qui n'étaient pas totalement inintéressants. Le plus drôle, c'est qu'on apprend, dans celui du 12 août, que ledit classement est méconnu en Chine. Les étudiantes et étudiants chinois, dans la mesure où ils se réfèrent à un classement pour partir à l'étranger, ne font pas confiance à un classement chinois... Ils se rabattent sur celui du Times Higher Educational Supplement ou sur le QS World University Rankings.